

Langlois

Hist. Pat.

LE "FONDS D'ÉTAT"
DE
LA BIBLIOTHÈQUE DE CHARTRES

FORMATION, RESTITUTIONS ET ALIÉNATIONS
D'APRÈS LES PAPIERS DE LA BIBLIOTHÈQUE

PAR
L'ABBÉ M. LANGLOIS
CONSERVATEUR

(Extrait du *Bulletin historique et philologique*, 1903)



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCIV

X/06809

LE «FONDS D'ÉTAT»

ou

LA BIBLIOTHÈQUE DE CHARTRES

—

NOUVEAUX, RESTRICTIONS ET ALIÉNATIONS
D'APRÈS LES PAPIERS DE LA BIBLIOTHÈQUE

par

L'ABBÉ M. LANGLOIS

—

LE «FONDS D'ÉTAT»

DE

LA BIBLIOTHÈQUE DE CHARTRES



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

—

ROGUCH

LE «FONDS D'ÉTAT»
DE
LA BIBLIOTHÈQUE DE CHARTRES

FORMATION, RESTITUTIONS ET ALIÉNATIONS
D'APRÈS LES PAPIERS DE LA BIBLIOTHÈQUE

PAR
L'ABBÉ M. LANGLOIS
CONSERVATEUR

(Extrait du *Bulletin historique et philologique*, 1903)



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCIV

WELLCOME
LIBRARY
Pam (H)
1908



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1908

LE «FONDS D'ÉTAT» DE LA BIBLIOTHÈQUE DE CHARTRES.

FORMATION, RESTITUTIONS ET ALIÉNATIONS,

D'APRÈS LES PAPIERS DE LA BIBLIOTHÈQUE.

Avant 1789, il y avait à Chartres plusieurs bibliothèques importantes, dont les catalogues ont été conservés : celles du chapitre de Notre-Dame (ms. 1171), des bénédictins des abbayes de Saint-Père (mss. 1147 et 1148) et de Josaphat, des chanoines réguliers des abbayes de Saint-Jean (mss. 1134 et 1170) et de Saint-Cheron (ms. 1077), de l'Évêché et du grand Séminaire de Beaulieu (ms. 1169). On citait aussi quelques cabinets littéraires, chez les ecclésiastiques et dans les châteaux de la région. Toutes étaient privées.

La confiscation des biens du clergé (2-4 nov. 1789) et des émigrés (9-12 février 1792), mit ces collections «à la disposition de la Nation».

L'administration centrale fut impuissante à obtenir des inventaires de la part des religieux ⁽¹⁾. Pour éviter le pillage et les frais

⁽¹⁾ On trouve trace des inventaires des Municipalités dans «un relevé des bibliothèques» des religieux (Archives nationales, F^{17A} 1172). Cet état porte sur 23 bibliothèques, dont trois ne font pas partie du département d'Eure-et-Loir; il mentionne les chartriers, mais n'indique pas les manuscrits; les 21,556 imprimés qu'il signale sont répartis ainsi :

Chartres : Saint-Père, 1,185; Saint-Cheron, 500; Dominicains, 2,000; Cordeliers, 263; Minimes 1,100; Capucins, 800; Josaphat, 3,000.

Châteaudun : Récollets, 2,000; Bénédictins de *Bonneval*, 2,700.

Dreux : Capucins, 1,250; Bénédictins de *Coulombs*, 3,370.

Nogent-le-Rotrou : Capucins, 1,156; Bénédictins de *Thiron*, 2,780; Fontévrists de *Belhomert*, 1,452.

de garde des scellés, elle ordonna le transfert; on entassa les volumes dans des tombereaux et on les déchargea pêle-mêle dans celles des églises qui étaient fermées : c'est ainsi que Saint-Père reçut les bibliothèques de Josaphat et de Beaulieu. Après 1793, le tout fut réuni à la cathédrale, dans le chœur et les ailes, pendant que le reste du « Temple » était transformé en magasin à grains pour l'armée de l'Ouest. Les bibliothèques des émigrés étaient envoyées au district. Le triage (1794-1795) institua deux dépôts ⁽¹⁾ : l'un provisoire, dans l'ancien couvent de Saint-Jean, siège du district, et l'autre définitif, dans le ci-devant évêché, hôtel du Département, où la Bibliothèque fut ouverte le 9 thermidor an V (6 août 1797).

Celle-ci, mise à la disposition d'abord de l'École centrale d'Eure-et-Loir, puis de la municipalité de Chartres, fut installée successivement à l'hôtel du Département ou Évêché (1795), aux Cordeliers ou Collège (1805), à l'Évêché (1837), enfin à l'Hôtel de Ville (1871).

Les sciences et les arts n'étaient que très faiblement représentés dans ces collections. Voici quelle était leur composition, d'après une relation presque contemporaine, écrite vers 1814 : « La bibliothèque de Saint-Père était précieuse en anciens livres; il y avait une collection complète des *Mémoires du clergé*, des *Conciles*, des *Pères de l'Église* dits des Bénédictins; elle était riche en manuscrits, surtout on y conservait . . . le manuscrit connu sous le nom d'*Aganon vetus* . . . La bibliothèque de Saint-Jean a moins souffert : on avait établi le District dans ce couvent; la bibliothèque était au dernier

D'autre part, le directoire du district de Dreux a fourni les chiffres suivants :

Capucins de Dreux, 1791 (15 juin) : 1,726 imprimés, 24 manuscrits; 1792 (13 février) : 1,622 vol. (378 auteurs), dont 13 mss. formant 27 vol.;

Bénédictins de Coulombs, 1791 (15 juin) : 3,768 imprimés, 26 manuscrits; 1792 (13 février) : 4,369 vol. (1,067 auteurs), dont 30 mss. formant 76 vol. ; et celui de Nogent-le-Rotrou, pour les Bénédictins de Thiron (26 septembre 1791), 678 volumes.

Les cartes alphabétiques ont été rédigées, en 1791, par P.-J. Petit et P.-Fr. Petit pour Dreux et Coulombs, et par Tardiveau pour Thiron.

(1) En vertu des instructions de la Commission temporaire des arts, on distingua « les livres utiles à l'instruction publique » parmi « ceux dont elle n'a pas besoin »; et 40,000 volumes environ, sur 70,000, furent qualifiés de « théologie ou jurisprudence » et mis à part pour une destination indéterminée.

étage, elle ne fut pas déplacée; il y avait peu de manuscrits, encore étaient-ils modernes. Cette bibliothèque était bien fournie en histoire, surtout celle de France. Celle de Josaphat était riche en vieilles éditions. Les Jacobins avaient des choses précieuses : ils avaient de bons manuscrits, notamment un in-folio contenant l'*Histoire d'un Concile par un Jacobin de Chartres*. Les Cordeliers, Capucins et Minimes avaient peu de chose. La bibliothèque du grand séminaire de Beaulieu avait beaucoup de premières éditions antérieures à 1500. Celle du Petit Séminaire était peu méritante. La bibliothèque des Bénédictins de Coulombs, apportée à Chartres, était bonne pour les anciennes éditions et contenait un choix de bonnes éditions modernes. Malheureusement on ne put pas faire venir à Chartres celle de Bonneval. Elle était très précieuse. Elle fut pillée; les moines eux-mêmes avaient dépareillé et déshonoré ce qu'ils avaient de meilleur. Il en fut de même de celle de Tyron qui était très riche, on n'en a tiré aucun profit; la majeure partie fut vendue à la livre; perte d'autant plus grande que l'abbé de Very, dernier abbé, qui en connaissait les richesses, avait tout préparé, en 1789, pour faire écrire l'histoire de ce monastère, et que l'ordre était déjà donné aux archives et monuments qui devaient servir à cet ouvrage. La bibliothèque de M. de Penthievre⁽¹⁾ avait entre autres un beau *Cicéron* d'Olivet in-folio fort rare. Elle était riche en géographie. Il y avait de belles *Heures* manuscrites... On y trouvait aussi une belle collection de cartes maritimes de France, que ce prince avait comme grand amiral. » Au 1^{er} janvier 1813, les manuscrits formaient 744 volumes, et les imprimés 23,577; l'histoire comprenait à elle seule plus de 10,000 volumes.

Les dépôts bibliographiques de Chartres furent mis à rude épreuve.

Hérisson⁽²⁾ rapporte, de mémoire, les conséquences du décret des 12-16 mai 1792, ordonnant le « brûlement » des titres généalogiques contenus dans tous les dépôts publics : «... On vit [dans le cloître], pendant trois ou quatre jours consécutifs..., un bûcher ardent dévorer une multitude de manuscrits...; le motif en

(1) Catalogue (ms. 1,168).

(2) Conservateur, né en 1762, mort en 1840, juge au tribunal civil.

était d'éteindre toutes les traces de ce qu'on nommait alors la féodalité».

L'eau continua l'œuvre du feu; de la couverture de plomb de la cathédrale, on fit des balles pour les guerres de Vendée; les livres, qui jonchaient le pavé sur une hauteur de trois pieds, furent exposés à la pluie. Les rongeurs s'attaquèrent aux reliures.

Les hommes firent le reste. Chaque décade, le culte de la Raison ou de l'Être suprême mettait les ouvrages sous la main des pillards.

Un grand nombre d'aliénations furent opérées, sous les prétextes divers de tris, ventes, échanges ou dons. Les fluctuations politiques engendrèrent le chaos : décentralisation après centralisation, restitutions après confiscations.

Le règlement de la Commission temporaire des arts (1794-1795) portait : «Tous les manuscrits qui seront jugés propres à donner des renseignements utiles pour la défense de la République seront mis à part; il en sera dressé un état, et ils seront remis au Comité de Salut public...»

Dom Poirier reçut mission d'aller puiser dans les dépôts des districts (1794). De concert avec Sergent-Marceau, il prit à Chartres treize manuscrits des VIII^e-XI^e siècles, dont M. Léopold Delisle a publié la liste⁽¹⁾.

Le 15 floréal an IV (1796), l'Administration fut prévenue que des choix allaient être réalisés dans les dépôts d'Eure-et-Loir, en faveur des autres départements.

Chardon de La Rochette passa en 1798⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir* (1859), II, 193-195.

⁽²⁾ Procès-verbal, du 14 messidor an sixième de la République française :

«En vertu d'un ordre du Ministre de l'Intérieur, daté 11 prairial an six, je me suis transporté d'abord à Anet, ensuite à Chartres, et j'ai fait choix des manuscrits suivants, dont je donne décharge aux Conservateurs de la Bibliothèque centrale du département d'Eure-et-Loir :

MANUSCRITS PROVENANT DE LA BIBLIOTHÈQUE DU CI-DEVANT CHÂTEAU D'ANET.

- 1° (N° 3.) Traité de l'attaque des places, avec des plans lavis, dédié à M. le duc de Bourgogne, par le Maréchal de Vauban, un vol. in-fol.
- 2° (N° 4.) Traité de la défense des places, divisé en trois parties, avec des plans lavis, etc..., par le même, in-fol., 1 vol.
- 3° (N° 6.) Détail d'un port, ou les fonctions des Officiers qui y sont entretenus pour le service du Roi, par le sieur de la Pinte, écrivain du Roi, en 1717, in-fol., 1 vol.

Le 12 messidor an VI (30 juin 1798), les Conservateurs de Chartres, ou membres du Jury central d'Eure-et-Loir, remettaient comme don civique pour la défense des côtes, au Ministre de la Guerre, un manuscrit intitulé « *Recueil de plans des places, châteaux-forts et citadelles de Béarn et Guyenne*, fait en 1715, par Beauvilliers », et au Ministre de la Marine des *cartes du littoral de la Bretagne*.

En nivôse an VII (1798), lorsqu'on décida de réunir à Paris les cartulaires épars sur le territoire, les mêmes durent adresser à la Bibliothèque Nationale⁽¹⁾ douze cartulaires ou liasses de pièces d'archives provenant des abbayes de Saint-Père, Saint-Jean, Josaphat et des chapitres de Chartres et de Dreux.

Il paraît probable que ces cessions ne furent pas absolument spontanées, et qu'on récrimina quelque peu. La loi du 26 fructidor an V (12 septembre 1797) ordonnait que les bibliothèques des départements seraient complétées au moyen de prélèvements dans les dépôts de la Seine et de Seine-et-Oise. Dès le 27 prairial an VI,

4° (N° 7.) État général contenant la quantité, poids et proportion des bois, marchandises et munitions, etc. . . , qu'on emploie dans la construction des vaisseaux, in-fol., 1 vol.

5° (N° 8.) Lettres et Mémoires, ou Correspondance ministérielle de M. le comte de Pontchartrain avec le comte d'Estrées, in-fol., 3 vol.

6° (N° 9.) Mémoires de M^{lle} de Montpensier, in-fol., 5 vol.

7° (N° 10.) Mémoires relatifs aux contestations mues entre les ducs de Luynes et de Chevreuse, in-fol., 1 vol.

8° (N° 11.) Histoire de Mahomet et de ses premiers successeurs, par le comte de Boulainvilliers, in-4°, 2 vol.

9° (N° 12.) Livre d'heures sur vélin avec miniatures, in-4°.

10° (N° 378.) Recueil de diverses poésies du chevalier de Blangue, dédiées au duc de Penthièvre, in-4°, 1 vol.

11° (N° 377.) Journal des saluts à la mer, in-4°, 1 vol.

12° (N° 379.) Exercice détaillé de toutes les manœuvres qui se font à la mer, par le chevalier de Tourville, 1681, in-4°, 1 vol.

13° (N° 14.) Office de la Vierge, avec des miniatures, in-8°, 1 vol.

14° (N° 15.) Prière des Quarante heures et Office des chevaliers du Saint-Esprit, in-12, 1 vol.

15° (N° 16.) Office du Saint-Esprit, in-12, 1 vol.

16° (N° 463.) Essai sur le jaugeage des vaisseaux, par Le Chevalier.

« De plus j'ai reçu, comme un don fait au département de la Seine par celui d'Eure-et-Loir : le *Missel* à l'usage de *Chartres*, imprimé aux dépens du chanoine Plumé, et dans le cloître, par Jean Dupré, en 1482, in-fol.

« A Paris, ce 14 messidor an VI.

(Signé :) « Chardon la Rochette. »

⁽¹⁾ M. Léopold DELISLE, dans *Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*, II, 193-195.

le Ministre de l'Intérieur écrivait à l'Administration centrale du département d'Eure-et-Loir :

« Le Ministre de la Guerre m'informe, Citoyens, que vous lui avez fait passer deux manuscrits précieux par les renseignements qu'ils contiennent sur la partie des côtes où se rassemblent⁽¹⁾ les forces dirigées contre le gouvernement anglais. J'applaudis au zèle patriotique qui vous a porté à ce sacrifice, et je m'empresse de vous offrir un dédommagement, en quelques uns des livres essentiels qui peuvent manquer à votre Bibliothèque. Envoyez-moi la notice des ouvrages que vous désireriez : je les ferai chercher dans les dépôts littéraires, et je vous autoriserai à y prendre ceux qu'il me sera possible de mettre à votre disposition. Salut et fraternité. »

Une autorisation fut accordée, le 25 fructidor an VI et le 20 vendémiaire an VII; en brumaire an VIII, nouvelle demande qui fut ajournée. Dattin de Lancey et l'abbé Jumentier, membres du Jury central d'Eure-et-Loir, partirent donc pour Versailles et Paris. Ils avaient préalablement dressé un « Catalogue des livres qui manquent à la Bibliothèque et qu'il serait nécessaire d'avoir »; ils virent à la capitale le citoyen Tessier, de l'Institut national, qui leur remit une liste des ouvrages *préférables* en histoire naturelle, physiologie, botanique et astronomie. On leur accorda en général des ouvrages d'histoire et de littérature; les ouvrages sur les sciences et sur les arts étaient rares partout.

Ces choix procurèrent à l'École centrale d'Eure-et-Loir un millier de volumes; dans un rapport on lit même « quatorze cents ». D'après les notes de Dattin et de Jumentier, on constate qu'ils prirent pour Chartres : à Versailles, environ 70 ouvrages (400 vol.), tirés pour la plupart des bibliothèques des membres de la famille royale⁽²⁾; — à Paris : aux Cordeliers (aujourd'hui École de Médecine), environ 66 ouvrages (500 vol.) provenant des cabinets de ceux qu'on appelait « Alfieri, Choiseul, Condé, Conty, Juigné, Maury, Montmorency-Laval, Nantouillet, Rohan, etc. . . », et à

⁽¹⁾ La minute de cette lettre (Archives du Ministère de l'Instruction publique, Enseignement supérieur) porte une variante : « se rassemble l'armée qui doit humilier et châtier. . . »

⁽²⁾ En marge, on lit les noms des anciens possesseurs : « L. Capet, f^e ou v^e Capet, L.-P.-J. Capet, L.-S.-X. Capet, f^e L.-S.-X. Capet, Ad. Capet, El. Capet », et aussi « Caraman Du Barry, Lally-Tollendal, etc. . . ». — Ces livres attirent l'attention par leurs reliures : M^{me} Adélaïde de France (maroquin rouge), M^{me} Victoire de France (maroquin vert ou olive), M^{me} Sophie de France (maroquin citron).

Louis-la-Culture (église Saint-Louis-de-la-Couture, ancienne église des Jésuites, rue Saint-Antoine), environ 6 ouvrages (37 vol.).

L'absence d'inventaires dans plusieurs districts fit obstacle à la centralisation des dépôts au siège du Département. Châteauneuf et Dreux firent des versements. Châteaudun et Nogent-le-Rotrou n'envoyèrent qu'une cinquantaine de volumes. Janville refusa formellement.

Les restitutions commencèrent après le 21 prairial an III (9 juin 1795). Un *État des livres remis en vertu d'ordres supérieurs jusqu'au 20 juillet 1814* (ms. 1296) les estime à 47 ouvrages (environ 310 vol.), mais il est loin de la vérité et se borne à reproduire les annotations marginales du catalogue de 1797-1813.

D'après les papiers du Jury central, il faut évaluer ainsi ce qui fut rendu aux victimes de la Terreur (suppliciés, déportés, émigrés, insermentés) ou à leurs ayants droit :

BONNAFOS-BELLINAY (Étienne-Louis), chanoine.....	6 ouvrages.
BRISOT (Antoine), curé de Saint-Hilarion.....	36
CLOUET (Denis-Toussaint).....	250
DELALANDE.....	100
DUVAL (Pierre), curé de Jouy.....	86
GUERRIER (Michel), de Saint-Cheron-Mont-Couronne....	80
HUET (Denis-Gabriel).....	80
IMBAULT (Claude).....	2
JOURNOIS (Jacques-Michel), chanoine.....	560
LA BOURDONNAYE.....	10
LE GRAND (Pierre), chanoine de Saint-André.....	80
MALEYSSIE (de), château de Fontaine-les-Ribouts.....	75
MITOUFFLET, chanoine.....	60
PERRAULT (Joseph), curé de Prasville.....	72
PRESLEUR (Louis-René), curé d'Écrosnes.....	35
RAIMBAULT (Charles-Barthélemy).....	500
RENAULT, curé de Fontaine-la-Guyon.....	40
REVIERS DE MAUNY (Jacques-François-Vincent).....	62
VALLET (Jean-Louis).....	75

Les inventaires, quand ils existaient, étaient très sommaires, la plupart rédigés à la hâte par le libraire Labalte et son fils⁽¹⁾; sou-

⁽¹⁾ La bibliothèque des frères de Brisay, émigrés, resta longtemps au château de Denonville; lorsque Labalte alla enlever les deux lots échus à la Nation (431 ouvrages, estimés 6,419 l. 15 s.) pour les transporter au district de Janville, il constata quelques larcins.

vent ils faisaient défaut. On rendait généralement tous les livres qui portaient une signature ou un ex-libris, ou bien on accordait le choix d'ouvrages «équivalents».

Les réclamations se produisirent d'ailleurs dès la première heure. Le 15 juin 1791, le supérieur du Grand Séminaire fut admis à retirer de l'église Saint-Père les livres dont le citoyen Gaubert, professeur, avait besoin. Plus tard on donna au curé de Saint-Pierre, pour son église, deux missels, trois livres des morts et un psautier parisien. En nivôse an XIII, M^{me} de Fitz-James demanda «la bibliothèque qui existait au château de Maillebois». Un rapport au préfet, antérieur à 1803, estime à 6 ou 7,000 volumes ces restitutions.

Des particuliers obtinrent des échanges. La «citoyenne Horeau» offrit *La Connaissance des Temps*, 34 volumes in-8°, et reçut, selon son désir, des livres de piété provenant des communautés supprimées. Tabourier céda un télescope (6 nivôse an VII) pour le cabinet de physique de l'École centrale et se fit donner un *Breviarium Carnotense*, la *Bible de Vence*, un *Bourdalone*, un *Massillon*, un *Plutarque*... Lambert, administrateur du département, se fit adjuger le 16 messidor an VII un exemplaire de *La Maison rustique*, ancienne édition.

Des collectivités furent autorisées à puiser dans le dépôt d'Eure-et-Loir. La municipalité de Châteaudun fut admise (22 prairial an V, 13 frimaire an VII, 11 thermidor an IX) à prendre à Saint-Jean environ 920 ouvrages (2,400 vol.). Nogent-le-Rotrou obtint même permission pour 14 ouvrages (94 vol.). Dreux, au contraire, déclina l'offre (22 brumaire an VI) et envoya presque tout ce qu'il possédait. Le bibliothécaire de l'École de Médecine de Montpellier, Prunelle, visita le dépôt de Saint-Jean, en nivôse an XIII, et dressa un état des livres utiles à l'établissement qu'il avait reçu mission de pourvoir.

Les lycées purent réclamer, après le 8 frimaire an XII, 1,500 volumes, et les séminaires, après le 7 thermidor an XIII, tous les livres de théologie «doubles ou inutiles». On remarque actuellement dans la Bibliothèque (20,000 volumes) du grand Séminaire de Chartres, réouvert en 1821, des ouvrages provenant des fonds

du Chapitre Notre-Dame, de Saint-Père, de Coulombs, de Saint-Cheron..., particulièrement deux *Manuels* chartrains de 1492 et 1500, un *Missel* chartrain de 1500, un manuscrit de Mascaron (1659) *De institutione utriusque oratoris sacri et humani*, et quelques belles éditions ou reliures.

Un rapport des Commissaires, vers 1796, proteste contre les pillages; des vols ont été commis : des ouvrages tels que *Les cérémonies religieuses des peuples*, avec les figures de Picart, et l'*Atlas enluminé de Janson* dit *Blaen* ont été mutilés. La loi du 14 fructidor an II (31 août 1794) déclarait *suspects* les détenteurs de biens nationaux et rendait personnellement responsables les administrateurs de la conservation des livres et manuscrits. Le bruit s'étant répandu que Jouenne, le libraire de la place Châtelet, possédait des titres du fonds d'État, les citoyens Georges, président de l'administration du Département, et Bellier-Duchesnay, membre du Jury, se transportèrent chez lui, et lui firent réintégrer 15 rouleaux de parchemins faisant partie d'une plus grande collection à lui vendue par le citoyen Montfort⁽¹⁾, ex-professeur des arts et métiers à l'École centrale, et 4 vol. in-f°, dont un en parchemin, de Saint-Père, et trois autres des Jacobins.

Les détournements furent plus rares après 1803.

En septembre 1815, le général prussien Bulow de Denneivitz enleva « plusieurs cartes de la collection de Cassini, sur lesquelles a été circonscrit le département d'Eure-et-Loir »; elles étaient collées sur toile et enfermées dans un étui de cuir rouge. La décharge est signée de Ballerstedt, intendant du 4^e corps d'armée du Bas-Rhin.

L'invasion de 1871 ne causa aucun préjudice à la Bibliothèque.

En 1841, Chartres reçut la visite du trop fameux Libri, pour la préparation des notices destinés au *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques de France*. Le 14 octobre, le Maire était prié officiellement d'assurer à l'envoyé « toutes les facilités qu'il pourra désirer pour l'accès des dépôts publics ». Sa conduite en cet endroit n'a pas encore été examinée. Par lettre du 30 septembre 1842, M. Varin, doyen de la Faculté des lettres de Rennes, était accrédité.

⁽¹⁾ Pierre Gandry-Montfort, mort à Chartres, le 10 germinal an IV (30 mars 1796).

Des ventes eurent lieu pour subvenir aux frais de la première heure. Les administrateurs de Chartres sollicitèrent en vain l'autorisation ministérielle, le 20 nivôse an VII (9 janvier 1799), à l'effet d'aliéner les 18,000 volumes qui restaient de 40,000; en 1806, du 19 octobre au 3 décembre, trois commissaires firent un tri, destinèrent 4,000 vol. à la Bibliothèque municipale et 14,000 à la vente publique; ceux-ci furent adjugés au poids à un épicier, pour 3,200 francs environ; une dernière opération fut faite, avant le 8 mai 1816, sur 285 ouvrages ou liasses de brochures, en vertu d'une autorisation préfectorale du 14 octobre 1815. En 1869, on se débarrassa sans bruit de quantité de doubles.

Autre méthode. On donna des volumes en prix : à l'École centrale, pour les « fêtes de la Jeunesse » du 10 germinal an VI (30 mars 1798), environ 26; pour celles du 30 thermidor suivant (17 août), environ 16; de même en l'an VII; au Collège, en 1833, 20 ouvrages : *Œuvres de Boileau, de Racine, Logique de Port-Royal*; en 1872, l'Inspecteur d'Académie en réclamait encore.

Il y eut même un conservateur infidèle qui emprunta, ou déroba, des documents non classés, extraits des Archives d'Eure-et-Loir et déposés à la Bibliothèque; ils furent revendiqués à sa mort (1840) et réintégrés aux Archives (200 pièces)⁽¹⁾.

C'est peut-être ici le lieu de noter, pour compléter cet historique, une querelle survenue entre le Département et la Municipalité, au sujet de l'affectation à la Bibliothèque municipale de plusieurs documents des Archives départementales. Elle éclata à propos de l'incident mentionné plus haut.

Le Bibliothécaire et les commissaires à la formation de la Bibliothèque avaient été autorisés, par l'administration du Département, le 16 vendémiaire an VIII, à se transporter dans tous les dépôts d'Archives, ou autres, d'Eure-et-Loir, et à y choisir, pour la Bibliothèque de l'École centrale, les titres, manuscrits, plans ou ouvrages historiques, utiles à l'histoire ou aux sciences. Malgré l'affirmation contraire d'une note de Louis Rossard, en 1817, il y a lieu de croire que cette mesure reçut un commencement d'exécution; car on fit des restitutions en 1831 et 1835 (mai).

⁽¹⁾ A. DE SANTEUL, secrétaire général. — *Le Trésor de Notre-Dame de Chartres*, rapport à M. le Ministre de l'intérieur, sur les archives de l'ancien Chapitre de... Chartres. Chartres, Garnier, 1840.

Le Maire de Chartres réclama la remise de ce qui avait été recouvré en 1840 par le Département, c'est-à-dire implicitement l'envoi en possession des registres capitulaires, inscrits au catalogue manuscrit de 1816 et au catalogue imprimé de 1840. Le Conseil général donna un avis favorable, et le Préfet autorisa le transfert, par arrêté du 27 novembre 1841, en ordonnant un inventaire. Mais le Secrétaire général et l'Archiviste firent entendre des réclamations. Le Préfet soumit son arrêté au Ministre de l'Intérieur, qui en référa à la Commission des Archives et des Bibliothèques; finalement l'arrêté fut désapprouvé, en juin 1842.

La ville de Chartres n'obtint pas ce qu'elle demandait; elle conserva cependant ce qu'elle avait; son échec eut pour corollaire une demande inverse en restitution. En 1856, le Préfet, à l'instigation de l'Archiviste d'Eure-et-Loir, réclama pour le Département, la remise de 27 articles de la Bibliothèque; il s'agissait des manuscrits : 1007 (H. l. 39), 1008 (H. l. 37), 1009 (H. l. 40), 1019 (H. l. 36), 1030 (H. l. 24), 1032 (H. l. 26), 1033 (H. l. 28), 1034 (H. l. 30), 1037 (H. l. 52), 1038 (H. l. 54), 1041 (H. l. 57), 1042 (H. l. 61), 1055 (H. l. 27), 1057 (H. l. 31), 1059 (H. l. 44), 1060 (H. l. 49), 1061 (H. l. 50), 1063 (H. l. 58), 1064 (H. l. 59), 1071 (H. l. 62), 1101 (H. l. 33), 1136 (H. l. 48), 1137 (H. l. 20), 1138 (H. l. 21), 1143 (H. l. 35), 1162 (H. l. 34), 1164 (H. l. 72) ⁽¹⁾.

La plupart de ces manuscrits datent des ^{xii}^e, ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, et viennent du Chapitre de Chartres, des abbayes de Saint-Père et de Saint-Cheron, de l'Évêché et du Séminaire; quelques-uns ont une importance particulière, comme les n^{os} 1008 et 1009 (39 vol.), 1136 (7 vol.), et 1007 (3 vol.).

Après douze ans de lutte, l'affaire fut classée; le *statu quo* était maintenu. Le différend est complexe : il a une portée générale; en réalité, le véritable propriétaire, l'État, ne se prononça jamais.

⁽¹⁾ Dans les renseignements, communiqués (avant 1893) à MM. Ch.-V. Langlois et A. Stein, pour *Les Archives de l'Histoire de France*, M. Lucien Merlet ajoute en outre les mss. 1010 (H. l. 41), 1167 (H. l. 273), 1315 (H. l. 302), 1316 (H. l. 304), 1317 (H. l. 304). Il est probable qu'on pourrait pousser plus loin encore les revendications.

